



Conseil économique et social

Distr. générale
17 février 2012
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingt et unième session

Vienne, 23-27 avril 2012

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

**Tendances de la criminalité dans le monde et nouvelles
questions et mesures prises dans le domaine de la
prévention du crime et de la justice pénale**

Tendances de la criminalité dans le monde et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale

Note du Secrétariat

Résumé

Le présent document a été établi conformément à la pratique instituée par sa résolution 1990/18. On y trouvera des informations sur les résultats préliminaires de l'enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale portant sur 2010, des statistiques sur les tendances en matière d'homicide volontaire et des informations sur le thème principal de la vingt et unième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale: violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille. Le présent document donne également un aperçu de certaines des difficultés d'ordre méthodologique rencontrées pour obtenir des données sur la criminalité et la justice pénale et en améliorer la qualité.

* E/CN.15/2012/1.



Table des matières

Page

I.	Introduction	4
II.	Tendances récentes en matière d'homicides volontaires	5
III.	Facteurs associés aux tendances en matière d'homicides	10
IV.	Tendances régionales des autres formes de criminalité	14
V.	Mesures de justice pénale	18
VI.	Violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille	27
VII.	Efforts déployés pour améliorer les données	30
VIII.	Conclusions et recommandations	34
A.	Conclusions	34
B.	Recommandations	35

Figures

1.	Tendances des types classiques de criminalité dans les pays pour lesquels on dispose de données sur les tendances à long terme, 1995-2010	5
2.	Taux d'homicides par région, 2010 ou année pour laquelle on dispose des chiffres les plus récents	6
3.	Taux d'homicides par sous-région et source de données, 2010 ou année pour laquelle on dispose des chiffres les plus récents	7
4.	Tendances des taux d'homicide dans les Amériques, par sous-région, 1995-2010	8
5.	Tendances des taux d'homicide en Asie, par sous-région, 1995-2009	9
6.	Tendances des taux d'homicide en Europe, par sous-région, 1995-2009	9
7.	Situation des pays au regard de l'évolution de l'indice de l'état de droit et du taux d'homicide (du milieu des années 1990 à 2009)	11
8.	Moyens utilisés pour commettre les homicides, dans les Amériques et en Europe (2008 ou année pour laquelle on dispose des chiffres les plus récents)	12
9.	Proportion d'homicides impliquant des bandes ou des groupes criminels organisés, par région (2010 ou année pour laquelle on dispose des chiffres les plus récents)	13
10.	Répartition des auteurs d'homicide, en fonction du sexe de la victime, dans certains pays européens (2008 ou année pour laquelle on dispose des chiffres les plus récents)	14
11.	Tendances régionales des taux de vol qualifié (de 2004 à 2010)	15
12.	Situation de certains pays au regard de l'évolution du taux d'homicide et du taux de vol qualifié entre 2003-2004 et 2008-2009	16
13.	Tendances régionales des taux de vol avec effraction (de 2004 à 2010)	17
14.	Tendances régionales des taux de vol de véhicules à moteur (de 2004 à 2010)	17
15.	Étapes successives de la procédure de justice pénale	20

16. Taux d'homicide, personnes présentées officiellement devant la police pour homicide et personnes condamnées pour homicide, par taux d'homicide (élevé, moyen ou faible), pour 100 000 habitants (de 2003 à 2009)	21
17. Tendances des taux d'homicide, personnes présentées officiellement devant la police pour homicide et personnes condamnées pour homicide, dans certains pays ayant un taux d'homicide élevé, pour 100 000 habitants (de 2003 à 2009)	22
18. Personnes présentées officiellement devant la police et personnes condamnées, toutes formes de criminalité confondues, pour 100 000 habitants, de 2009 à 2010	23
19. Part de personnes condamnées parmi les personnes présentées officiellement devant la police, 2003-2004 et 2009-2010	24
20. Population carcérale totale pour 100 000 habitants, 2004 et 2010	25
21. Proportion de personnes en détention provisoire par rapport à la population carcérale totale, 2010	26
22. Population carcérale exprimée en pourcentage de la capacité des prisons, 2010	26
23. Victimes d'homicide enregistrées par la police pour 100 000 habitants dans trois pays européens	28
24. Pays ayant répondu à l'Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale, par région (2010)	32
25. Part de pays ayant répondu à l'Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale, avec ou sans point de contact national, dans certaines régions (2010)	33

I. Introduction

1. Le présent rapport, établi conformément à la pratique instituée par sa résolution 1990/18, présente les informations les plus récentes dont dispose le Secrétaire général sur les tendances de la criminalité dans le monde et la situation de la criminalité et de la justice pénale.

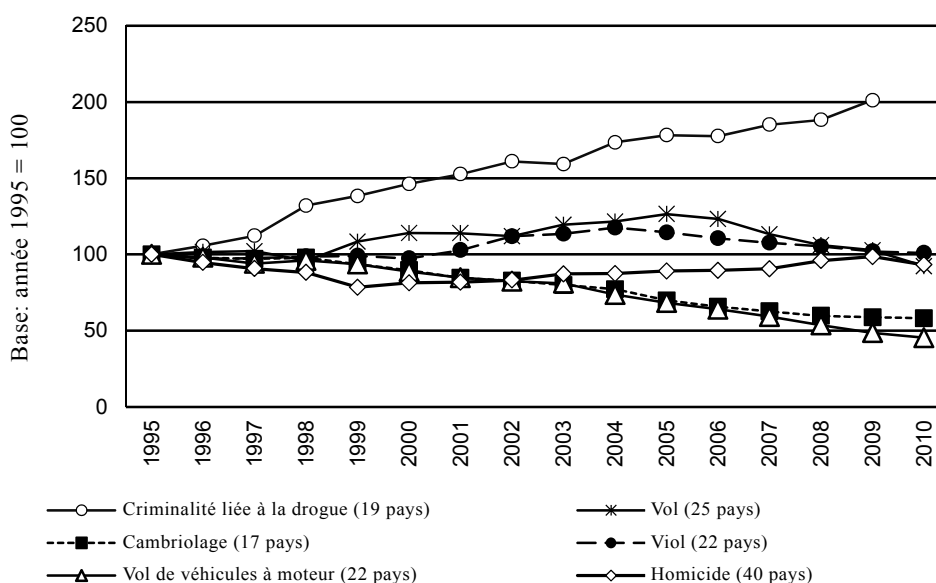
2. Il porte sur l'ampleur et les tendances de certaines formes de criminalité, notamment la violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille, thème principal de la vingt et unième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. Il donne également un aperçu de certaines des difficultés d'ordre méthodologique rencontrées pour obtenir des données sur la criminalité et la justice pénale et en améliorer la qualité. Des informations sont fournies sur les activités actuellement menées au niveau international pour s'attaquer à ces problèmes.

3. Compte tenu des nombreuses difficultés d'ordre méthodologique et opérationnel qui empêchent un certain nombre de pays de collecter et de diffuser des données statistiques de bonne qualité, la compréhension de la situation et des tendances de la criminalité dans le monde demeure un défi majeur. En outre, la diversité des cadres législatifs, la complexité des arrangements institutionnels, l'inégalité des capacités opérationnelles de production de données et la diversité des normes statistiques entravent la comparabilité des données d'un pays à l'autre et la possibilité de produire des estimations régionales et mondiales.

Tendances à long terme

4. S'agissant de la criminalité classique, la figure 1 montre les grandes tendances de la criminalité contre les biens, de la criminalité violente et de la criminalité liée à la drogue ces 15 dernières années dans les pays pour lesquels on dispose de données de la police sur les tendances sur une période importante (essentiellement des pays situés en Europe centrale et orientale, en Amérique du Nord, en Asie et en Océanie). En moyenne, la criminalité contre les biens a lentement diminué, contrairement à la criminalité liée à la drogue, qui n'a cessé d'augmenter. La criminalité violente a montré des tendances plus irrégulières, notamment en raison des diverses caractéristiques enregistrées dans les pays examinés: en 2010, les taux d'homicides volontaires, de viols et de vols étaient proches de ceux enregistrés 15 ans auparavant.

Figure 1
Tendances des types classiques de criminalité dans les pays pour lesquels on dispose de données sur les tendances à long terme, 1995-2010



Source: Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale et Statistiques de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) sur les homicides.

5. Les tendances décrites ci-dessus ne valent toutefois pas pour tous les types de criminalité dans toutes les régions du monde. Comme indiqué ci-dessous, plusieurs régions du monde s'écartent de la tendance moyenne et les tendances en matière d'homicides volontaires ont enregistré des changements importants ces dernières années, en particulier dans les pays des Amériques.

II. Tendances récentes en matière d'homicides volontaires

6. Compte tenu de leur gravité, les homicides volontaires sont surveillés en permanence par les autorités nationales et, en général, les infractions sont dûment enregistrées par les services de détection et de répression. Aussi, des données statistiques sur les homicides volontaires sont constamment produites au niveau national, même si la diversité des cadres législatifs, des arrangements et des normes méthodologiques peuvent entraver la disponibilité et la qualité des données au niveau international. La figure 2 indique les taux d'homicide par région. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) a mené une action internationale pour collecter, normaliser, analyser et diffuser des données sur les homicides volontaires, tout en apportant une assistance continue aux pays dans leur capacité à produire de telles données¹. La première étape pour mettre en place des

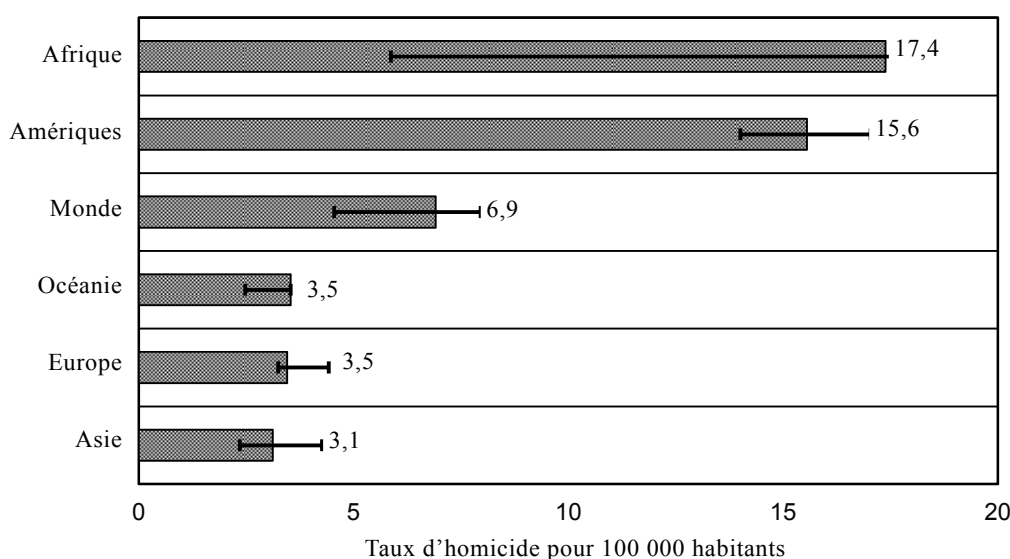
¹ En 2011, grâce à l'engagement des États à produire et mettre en commun des données sur les homicides volontaires, l'UNODC a publié l'*Étude mondiale sur les homicides*, rapport analytique sur les tendances mondiales, régionales et nationales en la matière. Ce rapport

activités de détection et de répression efficaces et des mesures de prévention ciblées consiste à évaluer le taux d'homicide et surtout à comprendre les contextes qui favorisent leur commission.

7. Selon les dernières données disponibles, le nombre total d'homicides volontaires en 2010 s'élèverait à 468 000, ce qui correspond à un taux moyen mondial d'homicide volontaire de 6,9 pour 100 000 habitants. Tout en tenant compte du fait que les estimations actuelles varient selon la source utilisée, on constate que les taux d'homicide les plus élevés ont été enregistrés en Afrique (17,4 pour 100 000) et dans les Amériques (15,5 pour 100 000), alors que les taux étaient systématiquement inférieurs dans les autres régions (Océanie, Europe et Asie) (voir fig. 2)².

Figure 2

Taux d'homicides par région, 2010 ou année pour laquelle on dispose des chiffres les plus récents



Source: Statistiques de l'UNODC sur les homicides.

Note: Les barres représentent la moyenne pondérée du taux d'homicide au sein de la population, avec des évaluations élevées et faibles.

8. Comme le montre la figure 3, l'Afrique australe et l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud et les Caraïbes enregistrent des taux d'homicide beaucoup plus élevés que les autres sous-régions, alors que l'Europe occidentale, septentrionale et australe et l'Asie de l'Est enregistrent les taux les plus bas. La figure 3 montre

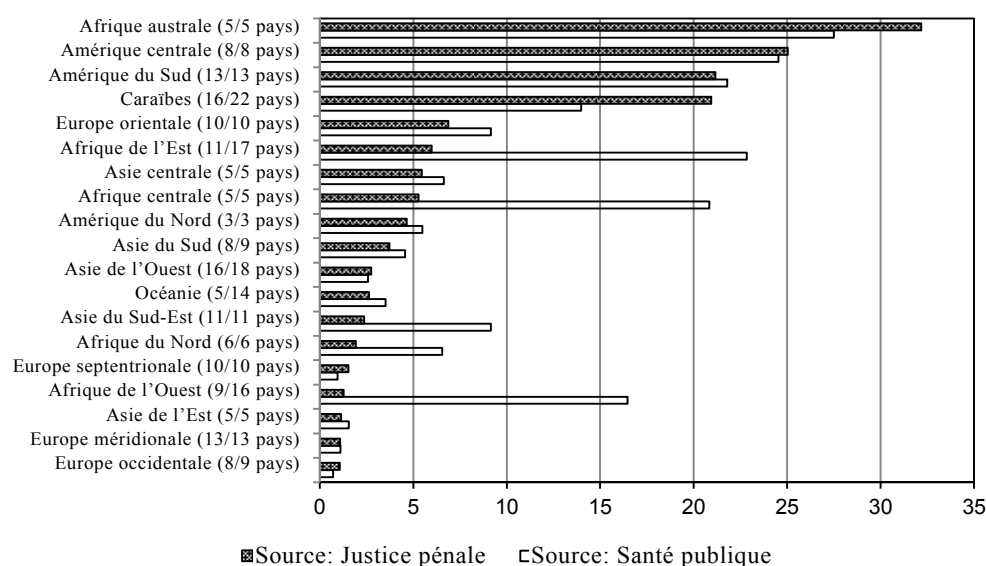
comporte des données sur les homicides volontaires dans 208 pays et territoires et donne un aperçu analytique des différents types d'homicides, du contexte dans lequel ils ont lieu et du lien entre homicide et développement.

² Au niveau national, les données sur les homicides proviennent généralement de deux sources différentes: les données de la justice pénale et celles de la santé publique. Les variations entre les données issues de ces deux sources peuvent être dues à des différences au niveau des capacités techniques et des définitions.

également les problèmes liés à la disponibilité et la qualité des données, qui peuvent entraver la compréhension des caractéristiques de violence. Elle indique que c'est principalement dans les sous-régions ayant un taux d'homicide élevé, comme les Caraïbes, l'Afrique de l'Est, l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest, ainsi que l'Asie du Sud-Est, l'Europe orientale et l'Afrique du Nord, que des variations importantes entre les données de la justice pénale et les données de la santé publique demeurent. Par contre, dans presque toutes les sous-régions où les taux d'homicide sont plus faibles (inférieurs à 5 pour 100 000 habitants), les chiffres de la justice pénale concordent avec ceux de la santé publique.

Figure 3

Taux d'homicides par sous-région et source de données, 2010 ou année pour laquelle on dispose des chiffres les plus récents



Source: Statistiques de l'UNODC sur les homicides.

Note: Les barres représentent la moyenne pondérée du taux d'homicide au sein de la population, avec des évaluations élevées et faibles.

9. Dans les régions pour lesquelles des séries chronologiques sont disponibles, comme l'illustrent les figures 4 à 6 ci-dessous, le taux d'homicide a diminué dans huit sous-régions de 1995 à 2009; l'Amérique centrale et les Caraïbes étaient les deux seules sous-régions où le taux d'homicide a augmenté. On ne dispose d'aucune information sur les tendances régionales ou sous-régionales pour l'Afrique et l'Océanie.

10. Si les taux d'homicide n'ont cessé d'augmenter dans les Caraïbes ces 10 dernières années, à l'exception d'une chute ponctuelle en 2006, ils ont toutefois diminué en Amérique centrale entre 1995 et 2005 pour ensuite accuser une forte hausse à compter de 2007. Les causes de ces tendances sont multiples: inégalité des revenus, stagnation économique, héritage de la violence politique et rôles sexosociaux. Dans ce contexte, l'intensification des activités des groupes criminels

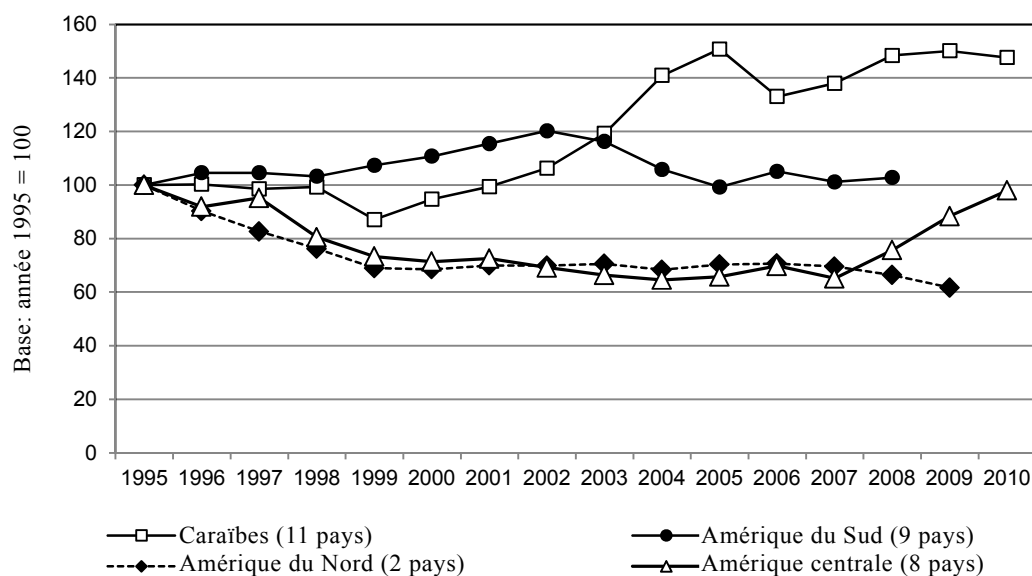
organisés et la disponibilité accrue des armes à feu ont souvent provoqué une hausse des taux d'homicide.

11. Dans la plupart des pays d'Asie, les données disponibles indiquent une tendance à la baisse des taux d'homicide, même s'il n'existe pas de séries chronologiques complètes pour un certain nombre de pays asiatiques très peuplés. Parallèlement, les tendances en matière d'homicide sont plutôt vagues dans les pays sortant d'un conflit (tels que l'Afghanistan ou l'Iraq) pour lesquels on ne dispose pas de séries chronologiques.

12. Les taux d'homicide ont diminué dans la grande majorité des pays européens depuis 1995. Plusieurs pays d'Europe orientale ont enregistré des taux d'homicide en hausse jusqu'à la fin des années 1990, suivis d'un recul soutenu après 2002. Cette tendance était probablement liée à l'amélioration des conditions socioéconomiques et des mesures de sécurité et des soins médicaux d'urgence. La plupart des pays d'Europe occidentale et septentrionale ont des taux d'homicide faibles ou en recul.

Figure 4

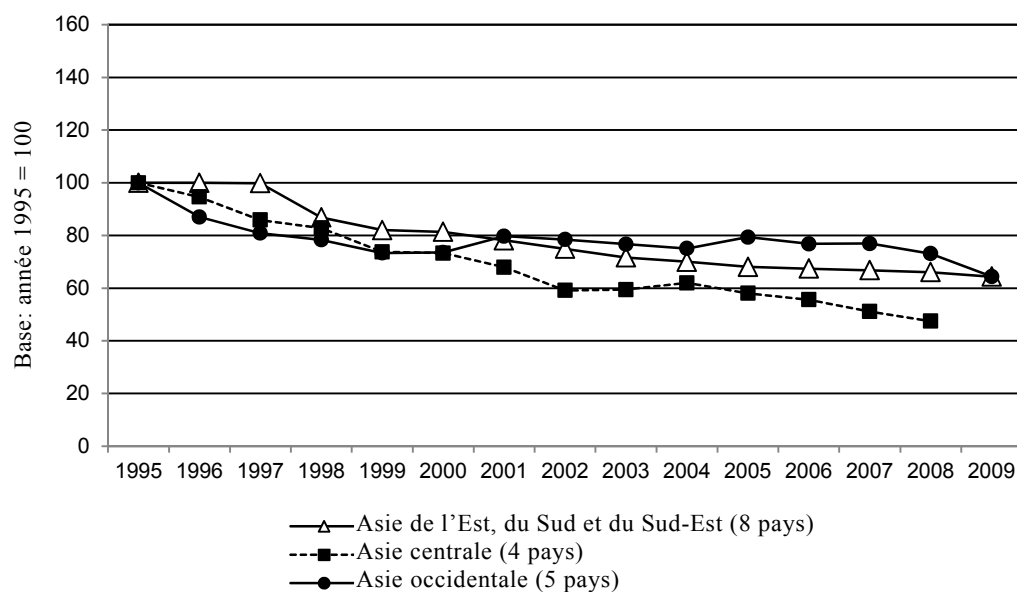
Tendances des taux d'homicide dans les Amériques, par sous-région, 1995-2010



Source: Statistiques de l'UNODC sur les homicides.

Note: Les traits représentent les variations en pourcentage du taux d'homicide pondéré de la population par rapport à 1995.

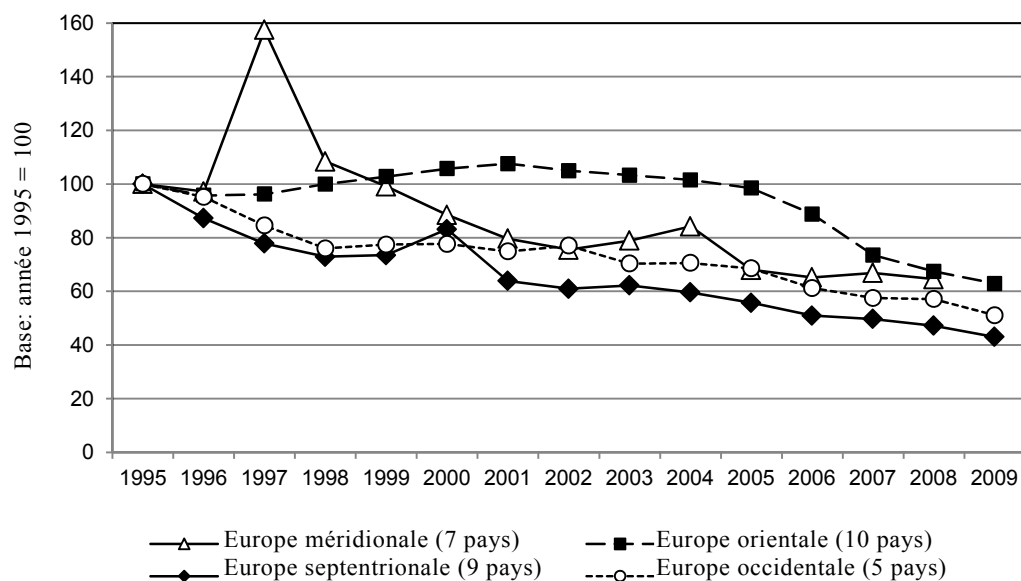
Figure 5

Tendances des taux d'homicide en Asie, par sous-région, 1995-2009

Source: Statistiques de l'UNODC sur les homicides.

Note: Les traits représentent les variations en pourcentage du taux d'homicide pondéré de la population par rapport à 1995.

Figure 6

Tendances des taux d'homicide en Europe, par sous-région, 1995-2009

Source: Statistiques de l'UNODC sur les homicides.

Note: Les traits représentent les variations en pourcentage du taux d'homicide pondéré de la population par rapport à 1995.

III. Facteurs associés aux tendances en matière d'homicides

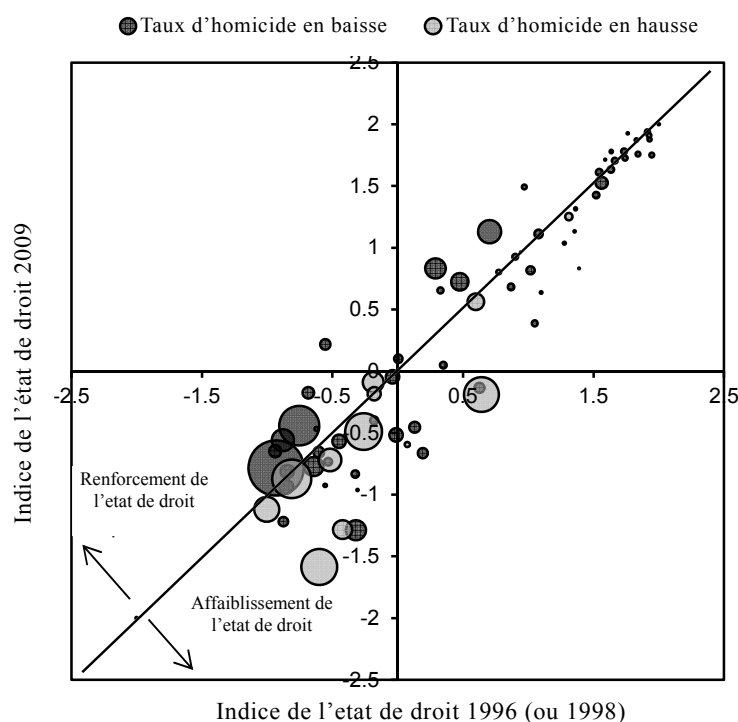
13. La disparité des tendances en matière d'homicides dans les différentes régions du monde est liée à la très grande diversité des situations: les raisons qui expliquent les niveaux élevés de violence interpersonnelle peuvent être très complexes et varier sensiblement au sein d'une région ou d'une région à l'autre. La pauvreté, les inégalités et la capacité des États à faire respecter l'état de droit peuvent être considérés comme des facteurs influant sur le niveau de violence.

14. S'il est difficile d'établir un lien de causalité précis entre la pauvreté ou les inégalités et la criminalité violente, l'expérience de plusieurs pays et régions offre une vue d'ensemble cohérente: un niveau d'homicide élevé est souvent associé à un faible niveau de développement économique et social et à une inégalité des revenus persistante. Ce lien n'est pas nécessairement linéaire ni unidirectionnel (des taux de criminalité élevés peuvent, par exemple, avoir un effet préjudiciable sur le progrès économique et social), mais le rapport entre la criminalité et la violence, d'une part, et le développement, d'autre part, laisse supposer que les politiques de développement devraient intégrer des stratégies de prévention de la criminalité pleinement durables et équitables³.

15. La capacité des États à faire respecter l'état de droit peut aussi influencer sur le niveau de violence: la figure 7 montre l'évolution des taux d'homicide et de l'état de droit au cours des 15 dernières années dans les pays pour lesquels on dispose de données. Le graphique indique que pratiquement tous les pays dans lesquels l'état de droit a été renforcé (ces pays se situent au-dessus de la ligne diagonale) ont enregistré un recul des taux d'homicide (cercles de couleur gris foncé), tandis que, à l'inverse, pratiquement tous les pays dans lesquels les taux d'homicide ont augmenté (cercles de couleur gris clair) ont assisté à un affaiblissement de l'état de droit (ces pays se situent en-dessous de la ligne diagonale). Dans le même temps, la plupart des pays qui ont vu leur taux d'homicide progresser sont associés à un état de droit relativement faible (quart inférieur gauche du graphique), alors que les pays qui se caractérisent par un état de droit relativement fort (quart supérieur droit) n'ont en général pas enregistré de hausse de leurs taux d'homicide.

³ Voir, par exemple, le rapport du Secrétaire général sur la promotion du développement par le biais de la réduction et la prévention de la violence armée (A/64/228); l'étude mondiale de l'UNODC sur les homicides; Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde* (Washington, D.C., 2011); Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement, *Plus de violence, moins de développement: Analyse des rapports entre la violence armée et la réalisation des OMD* (Genève, 2011).

Figure 7
Situation des pays au regard de l'évolution de l'indice de l'état de droit et du taux d'homicide (du milieu des années 1990 à 2009)



Source: Statistiques de la Banque mondiale sur l'état de droit et statistiques de l'UNODC sur les homicides.

Note: la couleur des cercles représente la tendance des taux d'homicide (baisse ou hausse entre 1995 et 2009). La taille des cercles est proportionnelle à l'évolution des taux d'homicide (entre 1995 et 2009).

16. Ces résultats indiquent que les pays où les processus de promulgation, d'application équitable et d'interprétation indépendante des lois sont faibles enregistrent des taux d'homicide plus élevés. Le lien entre état de droit et taux d'homicide n'est pas nécessairement direct: si un régime d'état de droit peut largement décourager les activités criminelles, la capacité des États à faire respecter l'état de droit peut avoir des retombées considérables dans un certain nombre de domaines, tel le développement économique et social, qui peuvent à leur tour influencer sur les taux de criminalité violente et d'homicide.

17. Les "moyens" utilisés pour tuer sont un autre facteur qui influe sur les taux d'homicide. Le taux d'utilisation d'armes à feu a en effet une incidence sur le taux d'homicide. Sur la base des données disponibles, on peut estimer que, sur les 468 000 homicides commis en 2010, 203 000 (soit 43 %) faisaient intervenir des armes à feu.

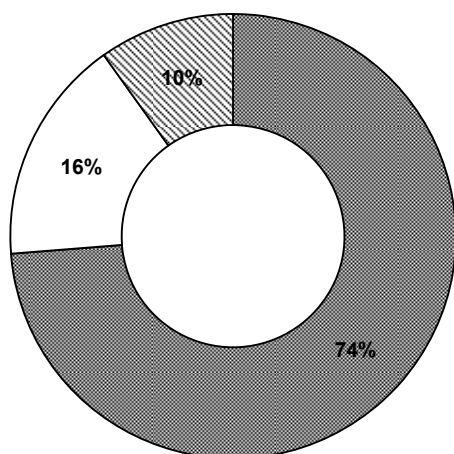
18. Le taux d'utilisation d'armes à feu dans les homicides varie considérablement d'une région à l'autre: 74 % des homicides sont commis avec des armes à feu dans les Amériques, contre 21 % en Europe. En revanche, les objets tranchants, tels que

les couteaux, sont responsables de davantage de morts violentes dans les pays européens (36 %) que dans les pays américains (16 %) (voir fig. 8). Cette tendance est probablement étroitement liée à la répartition des typologies d'homicide, qui diffère selon les régions: dans les Amériques, les homicides sont en grande partie liés à la criminalité organisée ou aux bandes, alors qu'en Europe, ils sont plutôt commis dans un contexte conjugal ou familial ou relèvent d'autres formes de criminalité.

Figure 8

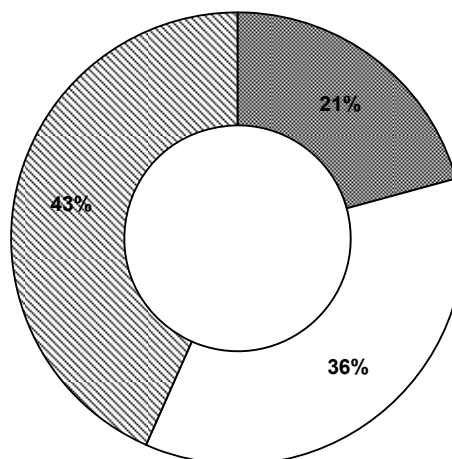
Moyens utilisés pour commettre les homicides, dans les Amériques et en Europe (2008 ou année pour laquelle on dispose des chiffres les plus récents)

Moyens utilisés pour commettre les homicides:
Amériques (30 pays)



■ Arme à feu □ Objet tranchant ▨ Autre

Moyens utilisés pour commettre les homicides:
Europe (32 pays)



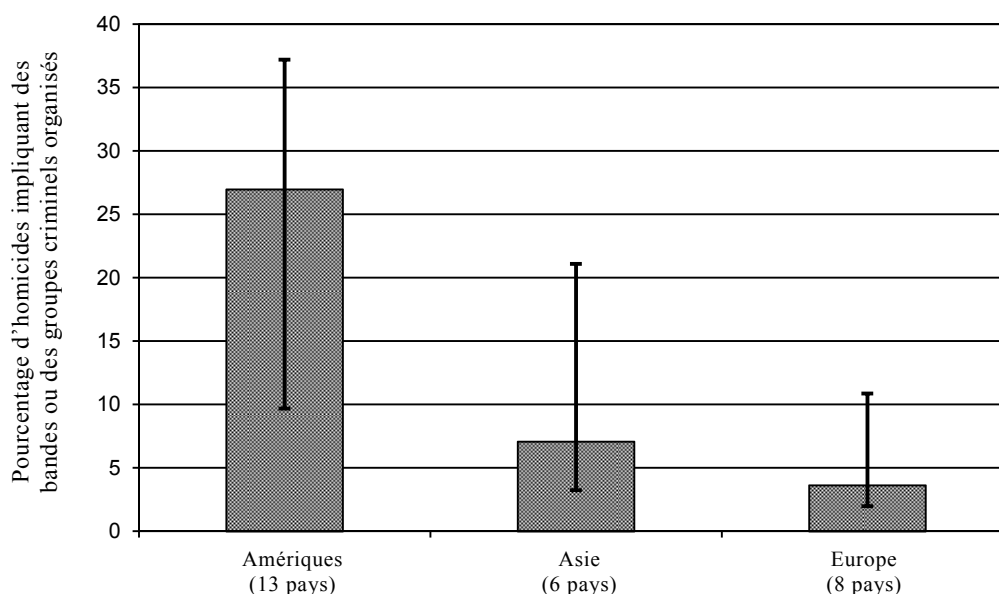
■ Arme à feu □ Objet tranchant ▨ Autre

Source: Global Burden of Injuries, Injury Mortality Data Collection.

19. La figure 9 indique la proportion moyenne d'homicides liés aux bandes ou aux groupes criminels organisés, telle qu'elle ressort des statistiques des services de police nationaux d'un certain nombre de pays des Amériques, d'Asie et d'Europe. Malgré le nombre limité de pays pour lesquels on dispose de données, la tendance est relativement claire: la proportion moyenne de tels homicides est sensiblement plus élevée (supérieure à 25 %) dans les Amériques qu'en Asie ou en Europe. L'explosion des taux d'homicide, notamment en Amérique centrale et dans les Caraïbes, s'explique par les activités violentes menées par les groupes criminels organisés, en particulier celles liées aux conflits pour le contrôle des itinéraires de trafic de drogues et aux guerres de territoire entre différents groupes. On ne doit pas pour autant en conclure que la criminalité organisée prévaut davantage dans les Amériques qu'en Asie ou en Europe. Les groupes criminels organisés sont probablement tout aussi – voire davantage – actifs dans ces deux régions, mais ils ont atteint un niveau de stabilité qui ne se traduit pas par une criminalité violente visible.

Figure 9

Proportion d'homicides impliquant des bandes ou des groupes criminels organisés, par région (2010 ou année pour laquelle on dispose des chiffres les plus récents)



Source: Données des services de police nationaux.

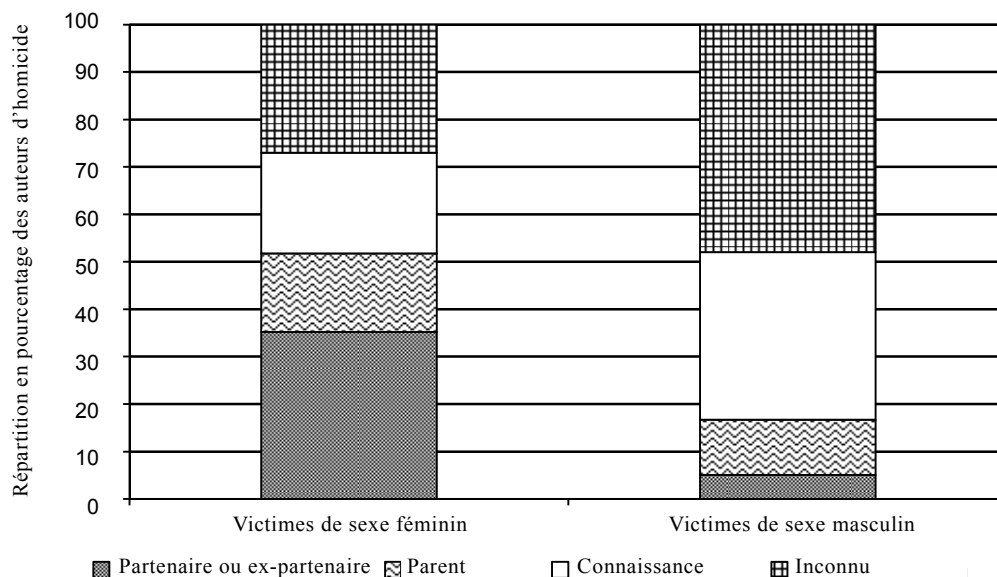
Note: Les barres représentent le premier quartile, la médiane et le troisième quartile des homicides impliquant des bandes ou des groupes criminels organisés.

20. Les conflits familiaux et conjugaux peuvent également influencer sur les tendances en matière d'homicides. Si ce type de violence peut, en principe, être dirigée aussi bien contre des hommes que des femmes, les actes violents imputables à des partenaires ou à des parents visent souvent des femmes et sont généralement commis par le partenaire ou l'ex-partenaire masculin de la victime. Dans bien des cas, la relation était auparavant ponctuée d'épisodes de violence. Dans la plupart des pays, la violence familiale ou conjugale est l'une des principales causes des homicides contre les femmes et les tendances des homicides contre les femmes sont déterminées par le niveau de ce type de violence plutôt que par la violence faisant intervenir des armes à feu, des groupes criminels organisés ou des bandes. Les données disponibles pour certains pays européens révèlent que les tendances de la violence meurtrière varient en fonction du sexe de la victime: la moitié des femmes victimes de violence ont été assassinées par des membres de leur famille (35 % par leur partenaire ou par leur ex-partenaire et 15 % par un autre membre de leur famille), tandis que seuls 5 % de l'ensemble des hommes victimes de violence ont été tués par leur partenaire ou par leur ex-partenaire et quelque 10 % par un autre membre de leur famille (voir fig. 10).

Figure 10

Répartition des auteurs d'homicide, en fonction du sexe de la victime, dans certains pays européens (2008 ou année pour laquelle on dispose des chiffres les plus récents)

(Pourcentage)

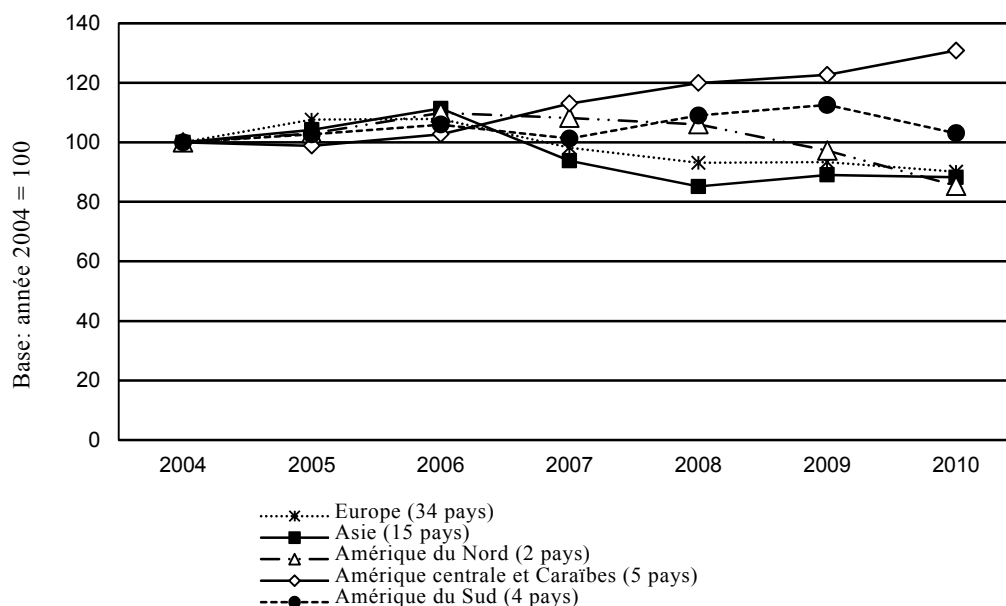


Source: Base de données de la Division de statistique de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe.

IV. Tendances régionales des autres formes de criminalité

21. Les différentes tendances observées entre les diverses formes de criminalité depuis ces dernières années s'expliquent par différents facteurs qui poussent à commettre des actes de violence et des infractions contre les biens. Depuis 2004, les taux de vol qualifié ont fluctué dans le monde entier: ils ont chuté en Europe, en Asie et en Amérique du Nord, sont restés stables en Amérique du Sud et ont considérablement augmenté en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Ces tendances présentent certaines similitudes avec les tendances en matière d'homicides, à quelques exceptions notables près, comme la hausse temporaire du nombre de vols qualifiés dans certains pays européens et asiatiques en 2005 et 2006 (voir fig. 11).

Figure 11
Tendances régionales des taux de vol qualifié (de 2004 à 2010)



Source: Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale.

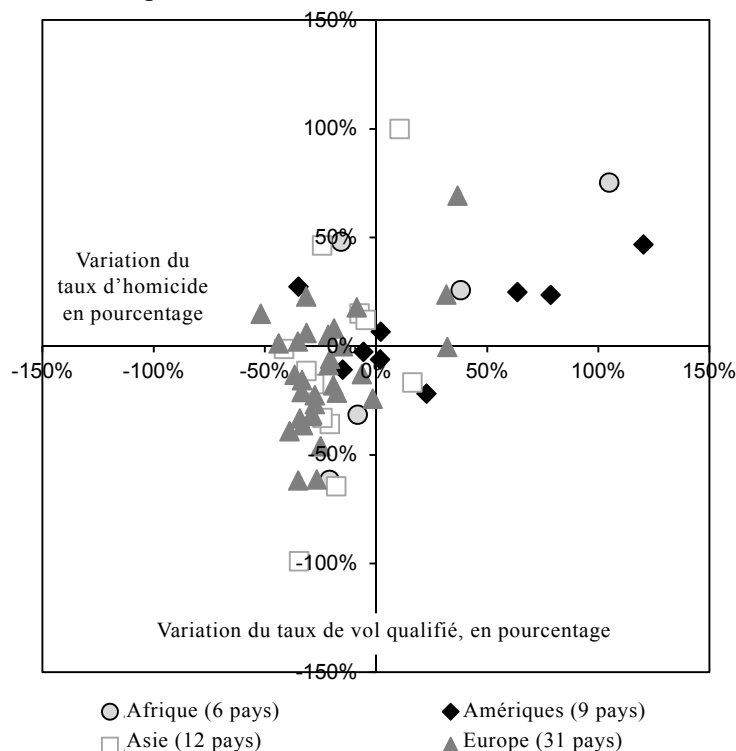
22. La figure 12 montre qu'il existe une certaine corrélation entre les tendances en matière d'homicides et celles en matière de vols qualifiés. Dans la majorité des pays (ceux situés dans le quart supérieur droit et le quart inférieur gauche), ces deux infractions ont évolué dans le même sens ces cinq dernières années: diminution du taux d'homicide et baisse concomitante du taux de vol qualifié; augmentation du taux d'homicide et hausse concomitante du taux de vol qualifié.

23. Certains pays n'ont toutefois pas suivi cette tendance (ceux situés dans le quart supérieur gauche), parmi lesquels un certain nombre de pays d'Europe septentrionale et occidentale où une diminution des taux d'homicide, qui étaient déjà faibles, a été observée, parallèlement à une augmentation des taux de vol qualifié, confirmée par d'autres études, qui expliquent cette tendance par l'intensification des activités des groupes criminels ou des bandes de jeunes⁴.

⁴ Marcelo Aebi et Antonia Linde, "Is there a crime drop in Western Europe?", *European Journal on Criminal Policy and Research*, vol. 16, n° 4 (décembre 2010), p. 251 à 277.

Figure 12

Situation de certains pays au regard de l'évolution du taux d'homicide et du taux de vol qualifié entre 2003-2004 et 2008-2009

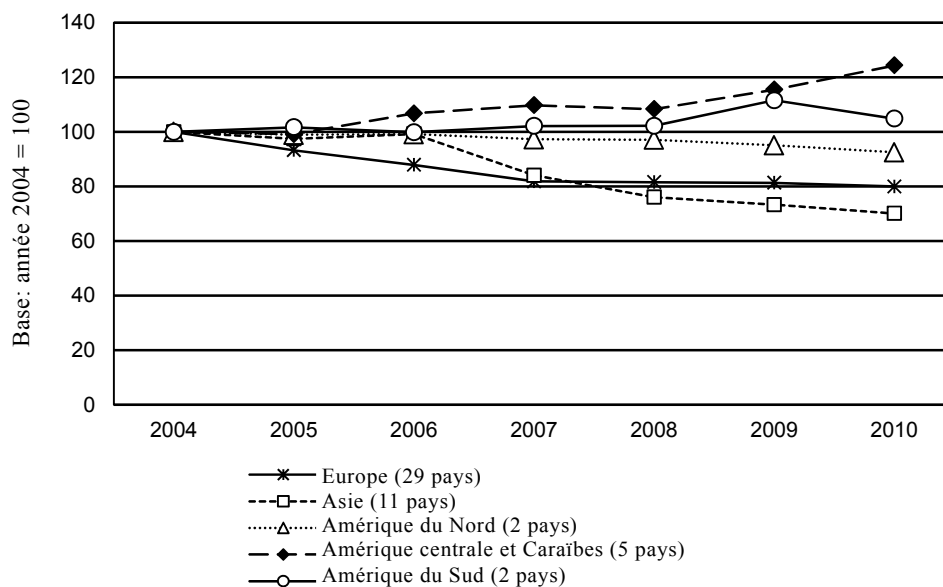


Source: Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale.

24. Les vols avec effraction et les vols de véhicules à moteur ont enregistré des tendances similaires à celles des vols qualifiés. Leur nombre a diminué en Europe, en Amérique du Nord et en Asie, alors qu'il n'a cessé de croître en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

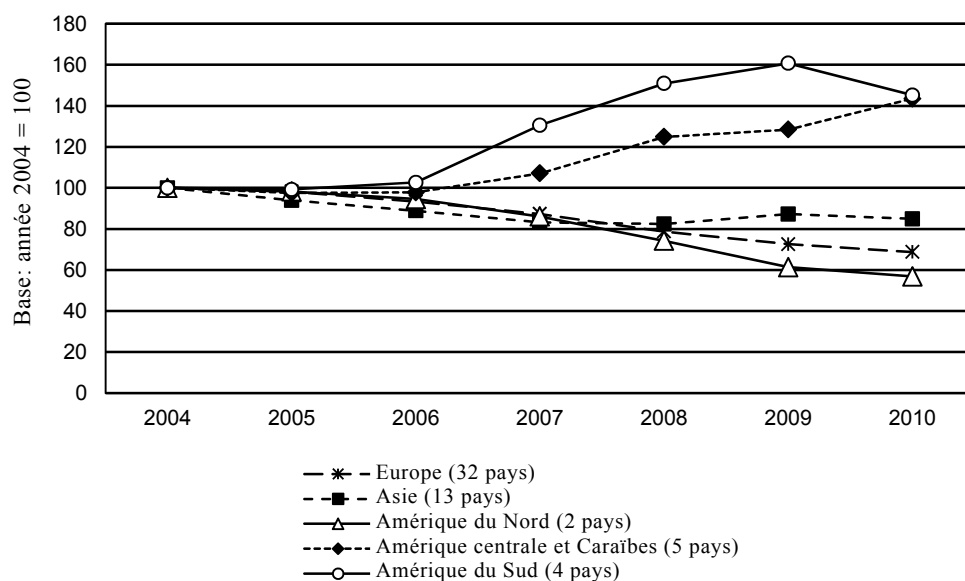
25. En Amérique centrale et dans les Caraïbes, les vols avec effraction et les vols de véhicules à moteur ont augmenté, de même que les actes de violence, tels que les homicides volontaires et les vols qualifiés (voir fig. 13 et 14). Qu'elles soient directement liées aux activités accrues des groupes criminels organisés ou non, ces augmentations indiquent que toutes les formes de criminalité ont progressé dans la région, et pas seulement la criminalité violente. Dans certains pays d'Amérique du Sud, les infractions contre les biens ont suivi une tendance à la hausse, contrairement aux actes de violence, ce qui montre la complexité des comportements criminels et l'importance des facteurs locaux.

Figure 13

Tendances régionales des taux de vol avec effraction (de 2004 à 2010)

Source: Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale.

Figure 14

Tendances régionales des taux de vol de véhicules à moteur (de 2004 à 2010)

Source: Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale.

26. Les conditions macroéconomiques se sont avérées être l'un des facteurs influant sur les infractions contre les biens. L'UNODC a récemment réalisé une étude sur l'impact de la crise économique de 2008-2009 sur la criminalité⁵ qui, tout en tenant compte des interactions complexes entre les différents facteurs, au niveau local notamment, montre que le phénomène de la criminalité peut s'accroître en période de dépression économique et de tension sociale. Cette étude concorde avec la théorie générale de la contrainte selon laquelle chaque type de contrainte peut créer une prédisposition à la délinquance ou des circonstances qui poussent à commettre une infraction spécifique⁶.

27. Sur la base des données relatives à trois infractions (homicide, vol avec effraction et vol de voiture) consignées par les services de police de 15 pays du monde, l'étude a révélé que, dans huit des 11 pays confrontés à une importante évolution des facteurs économiques, il existait un lien entre facteurs économiques et criminalité, que ce soit en période de crise économique ou non. Plus particulièrement, une détérioration de la situation économique était associée à une hausse des vols qualifiés dans six pays, des vols de véhicules à moteur dans quatre pays et des homicides dans trois pays. Si l'analyse n'a pas permis d'établir de corrélation nette entre des infractions spécifiques et des facteurs économiques définis, elle a toutefois prouvé qu'il existe un lien entre criminalité et situation économique.

V. Mesures de justice pénale

28. Les informations sur les infractions consignées par les services de police permettent de mieux connaître les niveaux et les tendances générales de la criminalité, et les données sur le fonctionnement des systèmes de justice pénale sont également utiles pour évaluer les mesures prises par les États pour lutter contre la criminalité. Pour réaliser une évaluation satisfaisante, les données sur les activités dans le domaine de la justice pénale doivent être examinées en tenant compte des niveaux et tendances de la criminalité. Ainsi, lorsque la criminalité est élevée, il faut s'attendre à un niveau élevé d'activités dans le domaine de la justice pénale.

29. La figure 15 décrit la procédure qui s'enclenche à la suite d'une infraction. Elle indique les différentes étapes de la procédure et les institutions publiques susceptibles d'intervenir (police, procureurs, tribunaux et administrations pénitentiaires). Afin d'examiner l'efficacité de l'appareil de justice pénale dans son ensemble, il convient de recueillir des données sur les infractions et leur(s) auteur(s) présumé(s) à chaque étape⁷ pour assurer le suivi de toutes les affaires au sein du système et calculer des indicateurs de résultats, notamment les "taux d'attrition", en compilant toutes les informations relatives à des affaires déterminées. Dans la pratique, très peu de pays disposent d'un système d'enregistrement capable de recueillir et de stocker des informations spécifiques tout au long de la procédure. À

⁵ UNODC, *Monitoring the Impact of Economic Crisis on Crime* (Vienne, 2011).

⁶ Robert Agnew, "Foundation for a general strain theory of crime and delinquency", *Criminology*, vol. 30, n° 1 (février 1992), p. 60. Le fossé entre attentes et réalisations personnelles, qui a tendance à se creuser en période de crise économique, est un exemple de contrainte.

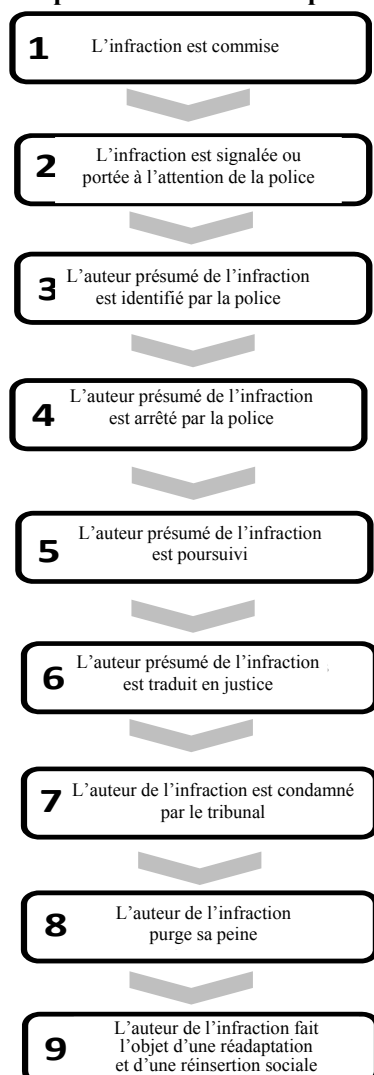
⁷ Pour comprendre à quelle étape la procédure est abandonnée (par exemple, parce qu'il n'a pas été possible d'identifier l'auteur, parce qu'il n'y avait pas assez de preuves pour poursuivre le suspect ou parce que les poursuites n'ont pas donné lieu à une condamnation).

l'échelle mondiale, on ne dispose que de données agrégées concernant une seule année pour quatre des étapes de la procédure: nombre d'infractions; nombre de personnes présentées officiellement devant la police (personnes arrêtées, soupçonnées ou ayant reçu un avertissement); personnes condamnées⁸; personnes détenues. Le nombre de personnes condamnées pendant une année donnée englobe également les personnes condamnées arrêtées au cours des années précédentes, mais le lien entre ces données agrégées donne néanmoins un large aperçu de l'efficacité du système. L'idéal serait d'analyser les données pour chaque type de criminalité, car les taux de condamnation pour la criminalité violente, par exemple, sont parfois plus élevés que pour les autres formes de criminalité. Cependant, les données mondiales et régionales relatives à des infractions spécifiques ne peuvent être calculées que pour les homicides volontaires. Par ailleurs, il faudrait examiner de manière plus détaillée le degré de conformité du système de justice pénale à l'état de droit et la qualité de la justice rendue, en tenant compte du contexte législatif et réglementaire pertinent⁹. Dans la pratique, on ne dispose pas de suffisamment d'informations pour réaliser une telle analyse à l'échelle internationale.

⁸ Par "personnes condamnées", on entend les personnes reconnues coupables par tout organe judiciaire autorisé à prononcer des peines en vertu du droit pénal national, la légalité de la condamnation ayant été confirmée ou non.

⁹ Ainsi, un faible taux de condamnation pourrait être le reflet d'une utilisation efficace des peines de substitution appliquées avant la phase juridictionnelle.

Figure 15
Étapes successives de la procédure de justice pénale

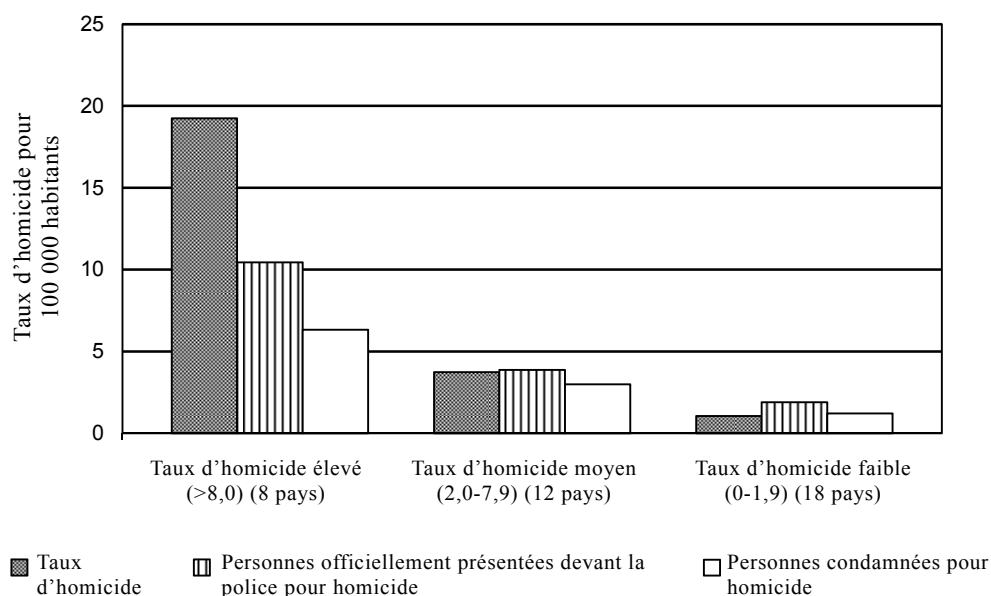


Note: Il s'agit d'un schéma général et simplifié qui devrait notamment prévoir diverses possibilités de sortie du système, notamment la déjudiciarisation des enfants en conflit avec la loi ou la liberté surveillée à condition que la personne ne récidive pas.

30. L'analyse de données issues de 38 pays du monde pour la période allant de 2003 à 2009 permet de comprendre comment les affaires d'homicide sont traitées dans le système de justice pénale et de comparer le nombre total d'homicides au nombre de personnes arrêtées ou soupçonnées et au nombre de personnes condamnées pour homicide. Comme l'illustre la figure 16, les systèmes de justice pénale qui font face à des taux d'homicide faibles sont plus efficaces que ceux qui font face à des taux plus importants. Les pays qui ont des taux d'homicides plus élevés enregistrent en moyenne un nombre plus élevé de personnes arrêtées, soupçonnées et condamnées, mais le nombre d'arrestations et de condamnations est inférieur à celui des homicides.

Figure 16

Taux d'homicide, personnes présentées officiellement devant la police pour homicide et personnes condamnées pour homicide, par taux d'homicide (élevé, moyen ou faible), pour 100 000 habitants (de 2003 à 2009)



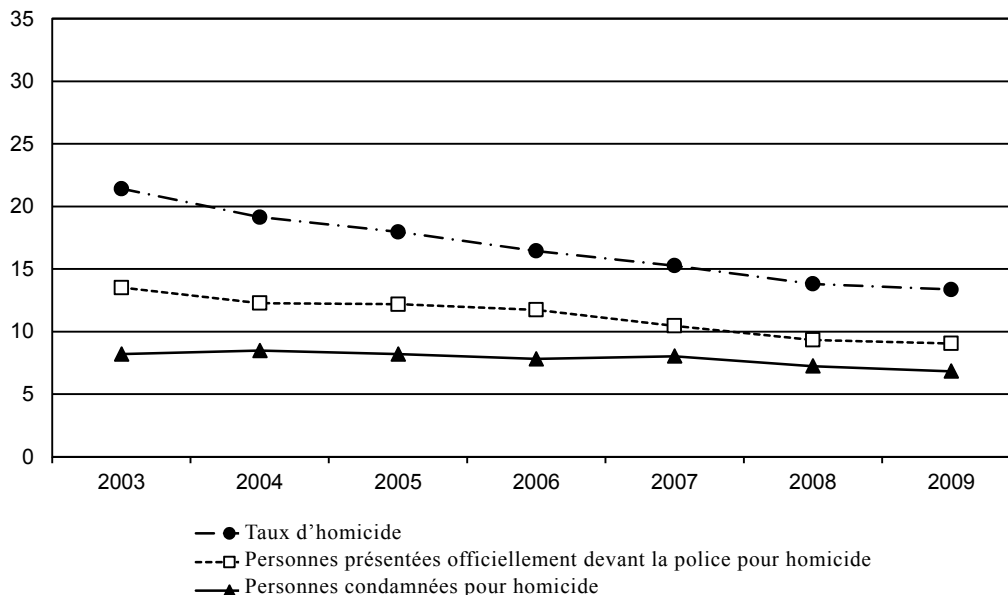
Source: Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale.

31. L'examen, sur une certaine période, des données relatives aux huit pays ayant les taux d'homicide les plus élevés (fig. 17 A et B), permet de constater que lorsque la tendance était à la baisse, le système s'adaptait et le nombre de personnes arrêtées, soupçonnées et condamnées diminuait. En revanche, lorsque les taux d'homicide augmentaient, le nombre d'arrestations et de condamnations restait inchangé, signe que les systèmes de répression et de justice pénale n'étaient pas en mesure de réagir rapidement à l'explosion des taux d'homicide.

Figure 17

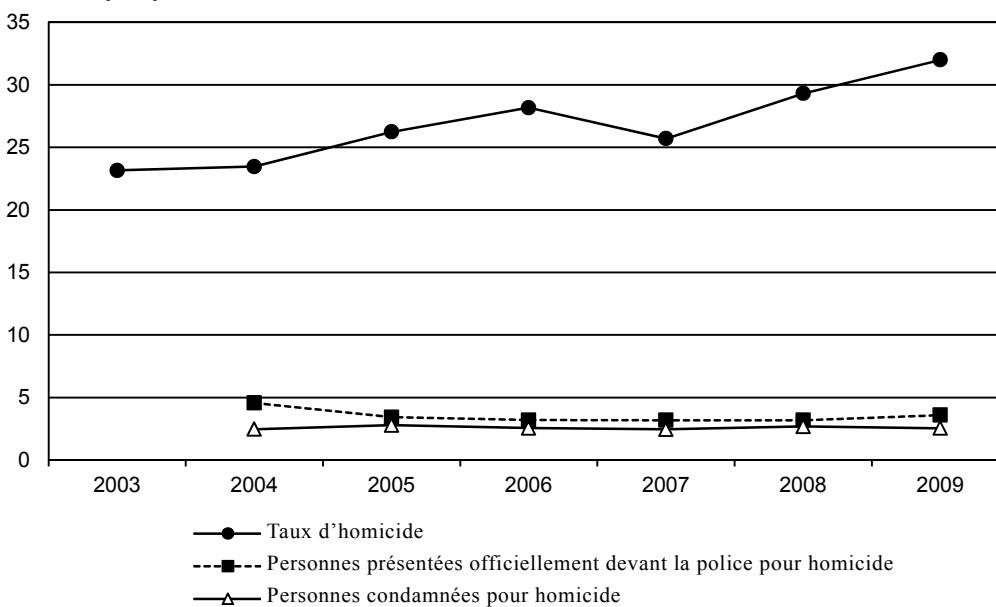
Tendances des taux d'homicide, personnes présentées officiellement devant la police pour homicide et personnes condamnées pour homicide, dans certains pays ayant un taux d'homicide élevé, pour 100 000 habitants (de 2003 à 2009)

A. Pays ayant un taux d'homicide élevé en baisse



Source: Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale.

B. Pays ayant un taux d'homicide élevé en hausse

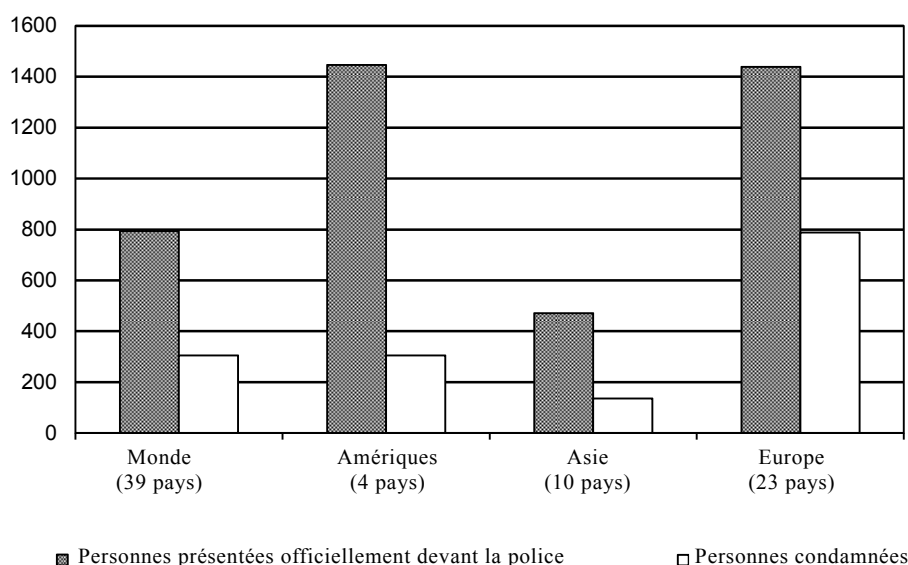


Source: Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale.

32. À l'échelle internationale, exception faite des homicides volontaires, on ne dispose de données sur les personnes présentées officiellement devant la police et les personnes condamnées pour tous les types d'infraction que sous forme agrégée. Il existe d'importants écarts entre les régions en ce qui concerne le pourcentage annuel de personnes arrêtées, soupçonnées ou ayant reçu un avertissement de la police, qui est de près de 1,5 % de la population dans les Amériques et en Europe et moins de 0,5 % en Asie (voir fig. 18). Ces écarts s'expliquent en partie par les différents cadres méthodologiques employés et les moyens opérationnels utilisés pour communiquer les données¹⁰; de tels écarts indiquent également que les pratiques opérationnelles des forces de police varient considérablement d'une région à l'autre, principalement en raison des différents niveaux de criminalité. À l'échelle mondiale, le nombre de personnes arrêtées et soupçonnées est resté stable ces dernières années. Les tendances étaient cependant légèrement différentes au niveau régional, avec une hausse de 10 % en Asie et une baisse de 2 % dans les Amériques.

Figure 18

Personnes présentées officiellement devant la police et personnes condamnées, toutes formes de criminalité confondues, pour 100 000 habitants, de 2009 à 2010



Source: Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale.

Note: la moyenne mondiale comprend les données de deux pays d'Afrique et d'Océanie.

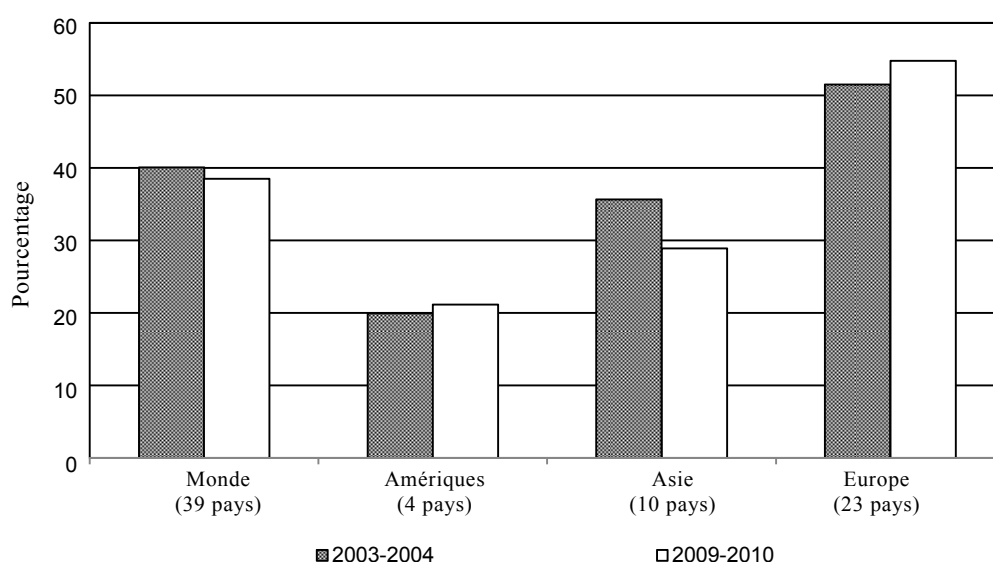
¹⁰ Les facteurs qui empêchent la comparaison des données sont les suivants: a) certains pays font référence aux personnes arrêtées, d'autres, aux personnes soupçonnées, d'autres encore, aux personnes ayant reçu un avertissement; b) différentes pratiques sont suivies pour prendre en compte les infractions mineures (comme les infractions au code de la route) dans les données; et c) différentes pratiques sont suivies pour prendre en compte les délinquants juvéniles dans les statistiques.

33. Le nombre de condamnations varie considérablement d'une région à l'autre. À l'échelle mondiale, le nombre de personnes condamnées par un tribunal a été plutôt stable ces dernières années, diminuant en Asie et augmentant dans les Amériques et en Europe.

34. Le taux de condamnation¹¹ donne une indication générale de la fréquence à laquelle les personnes arrêtées ou soupçonnées sont effectivement condamnées. Les données les plus récentes révèlent qu'en moyenne 39 % des personnes arrêtées ou soupçonnées dans le monde ont été condamnées par un tribunal (voir fig. 19). Ce pourcentage atteignait toutefois 55 % en Europe en 2009-2010 (contre 52 % en 2003-2004), alors qu'il était nettement plus faible en Asie (29 % en 2009-2010 contre 36 % en 2003-2004)¹² et dans les Amériques (21 % en 2009-2010, soit une hausse de 20 % par rapport à 2003-2004). Ces écarts peuvent s'expliquer par des facteurs qui vont des "pratiques différentes utilisées par les forces de police concernant les délinquants présumés" à la "capacité des systèmes à mener efficacement des enquêtes".

Figure 19

Part de personnes condamnées parmi les personnes présentées officiellement devant la police, 2003-2004 et 2009-2010
(Pourcentage)



Source: Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale.

Note: la moyenne mondiale comprend les données de deux pays d'Afrique et d'Océanie.

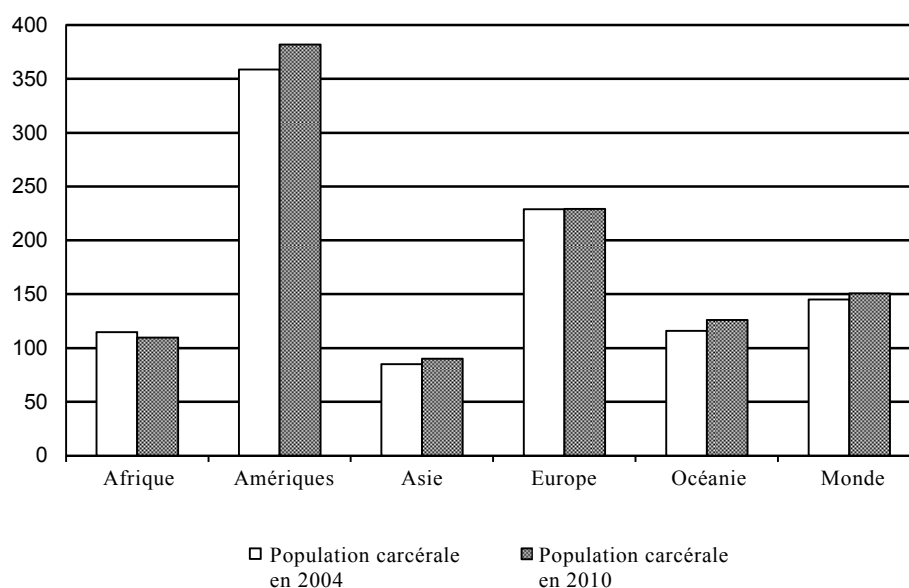
¹¹ La proportion de personnes condamnées parmi les personnes présentées officiellement devant la police (c'est-à-dire les personnes arrêtées, soupçonnées ou ayant reçu un avertissement) au cours d'une année.

¹² En Asie, le nombre de condamnations a baissé, tandis que le nombre de personnes présentées officiellement devant la police a sensiblement augmenté.

35. En ce qui concerne la dernière étape du système de justice pénale, on estime qu'en 2010, plus de 9,5 millions de personnes ont été détenues dans 170 pays pour lesquels des données sont disponibles, soit 150 personnes détenues pour 100 000 habitants. Dans les Amériques, le taux de détention pondéré en fonction de la population en 2010 était sensiblement supérieur aux taux relevés dans toutes les autres régions du monde: il était supérieur de 67 % au taux enregistré en Europe, plus de trois fois supérieur aux taux enregistrés en Océanie et en Afrique et plus de quatre fois supérieur au taux enregistré en Asie (voir fig. 20). Ces écarts devraient être analysés au regard des types et des niveaux de criminalité dans les différentes régions.

Figure 20

Population carcérale totale pour 100 000 habitants, 2004 et 2010



Source: Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale et Centre international d'études pénitentiaires.

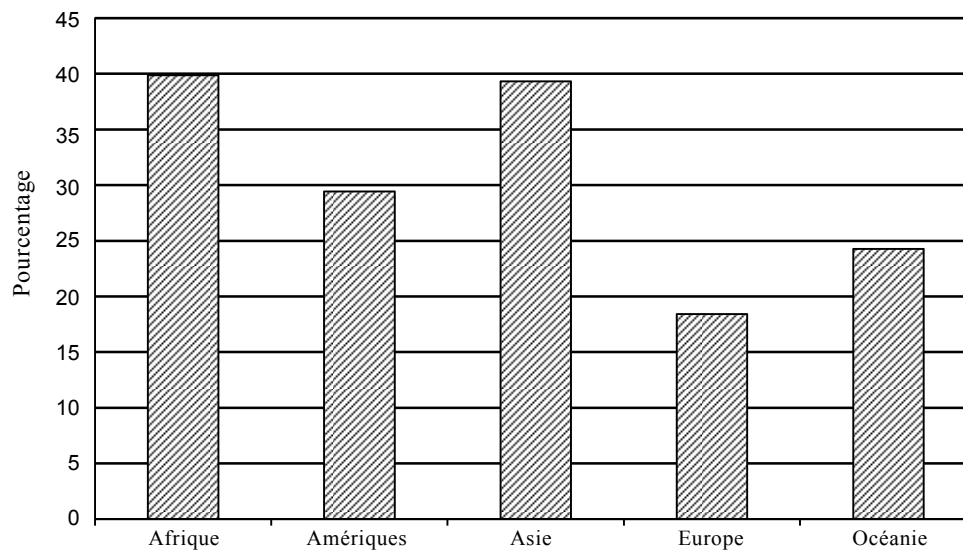
36. Les régions ayant les taux de détention les plus élevés (Amériques et Europe) sont celles qui accueillent le moins de détenus non condamnés. Comme le montrent les figures 21 et 22, c'est en Asie et en Afrique qu'on observe la part la plus élevée de personnes en détention provisoire (quelque 40 % de la population carcérale).

37. Le surpeuplement carcéral est particulièrement préoccupant en Afrique et en Asie, où la population carcérale est supérieure d'environ 40 % à la capacité officielle des prisons. Ce phénomène pose également problème dans certains pays des Amériques (où les prisons accueillent, en moyenne, quelque 20 % de détenus de plus que leur capacité officielle). En Europe et en Océanie, la population carcérale est, en moyenne, conforme à la capacité des établissements pénitentiaires.

Figure 21

Proportion de personnes en détention provisoire par rapport à la population carcérale totale, 2010

(Pourcentage)

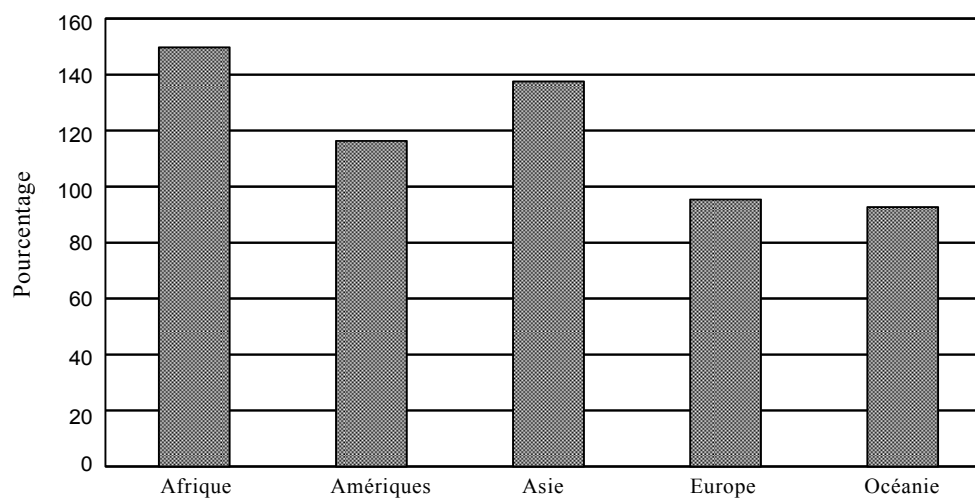


Source: Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale et Centre international d'études pénitentiaires.

Figure 22

Population carcérale exprimée en pourcentage de la capacité des prisons, 2010

(Pourcentage)



Source: Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale et Centre international d'études pénitentiaires.

VI. Violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille

38. L'analyse statistique du thème principal de la vingt et unième session de la Commission, "Violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille" est rendue difficile par les nombreuses lacunes dans les données disponibles. Dans la grande majorité des pays du monde, les données de la police sur la criminalité et la violence ne contiennent pas d'informations sur les victimes. Même lorsqu'elles sont recueillies, elles ne comportent pas d'informations spécifiques sur le statut des migrants victimes. En outre, les statistiques de la police sur la violence à l'encontre des personnes sont souvent de piètres indicateurs des niveaux réels de victimisation, car les actes de violence sont rarement signalés. C'est particulièrement le cas des groupes socialement marginalisés dont font souvent partie certaines communautés de migrants.

39. Compte tenu de ces imperfections, un module spécial sur la violence et la criminalité à l'encontre des migrants a été intégré à l'Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale pour l'année 2010 pour recueillir les statistiques de la police sur les infractions commises à l'encontre des migrants. Selon les résultats préliminaires de l'enquête, sur les 55 pays ayant répondu, 12 ont été en mesure de communiquer des données – au moins partielles – sur les ressortissants étrangers qui avaient été victimes d'actes de violence au cours de la période considérée. Sur ces 12 pays, seuls 3 (tous situés en Europe) ont pu présenter des données sur les résidents étrangers victimes d'infractions sur le territoire national¹³. Selon les informations fournies par ces trois pays européens (voir fig. 23), les résidents étrangers risquent davantage d'être victimes d'homicide que les ressortissants nationaux.

¹³ La différence entre "résidents étrangers" et "ressortissants étrangers" dans les données sur les victimes de la criminalité est importante, car seule la première catégorie concerne directement les migrants étrangers, la deuxième incluant tous les étrangers recensés comme victimes de la criminalité dans le pays participant à l'enquête, y compris les touristes, les personnes en déplacement professionnel et les personnes en transit.

Figure 23

Victimes d'homicide enregistrées par la police pour 100 000 habitants dans trois pays européens

Source: Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale pour l'année 2010, réalisée sur la base des données de la police nationale.

40. En vue de remédier aux problèmes de l'absence de données et de la sous-déclaration des actes de violence et des incidents criminels, de nombreux pays ont réalisé des enquêtes de victimisation pour mieux comprendre la structure, les niveaux et les tendances de la victimisation criminelle et de la violence. Ces enquêtes, réalisées sur un échantillon de personnes et de ménages pris dans la population, permettent de recueillir des informations directement auprès des victimes. Lorsqu'elles sont menées au moyen de questionnaires normalisés, elles offrent en outre l'avantage d'une plus grande comparabilité entre différentes études nationales. Toutefois, seules quelques-unes portent spécifiquement sur les expériences des victimes issues de populations immigrées.

41. Une enquête globale et comparative donnant un aperçu des tendances de la violence à l'encontre des migrants et des minorités a été réalisée en 2008 par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne. Elle a été menée auprès de plus de 23 500 personnes issues de diverses populations immigrées et minorités ethniques dans les 27 États membres de l'Union européenne. Les résultats ont révélé que, en moyenne et dans le cas des pays pour lesquels on disposait de données comparables, les migrants et les minorités faisaient plus souvent l'objet d'agressions ou de menaces que le reste de la population.

42. Plus particulièrement, dans les 18 pays pour lesquels on pouvait effectuer des comparaisons avec les données sur la population générale (issues de l'Enquête européenne sur la criminalité et la sécurité de 2005), le pourcentage de victimes d'agressions ou de menaces était plus élevé pour 21 des 34 groupes minoritaires interrogés. Certains groupes de migrants et groupes minoritaires interrogés présentaient des taux de victimisation similaires, voire inférieurs, à ceux du reste de la population; il s'agissait notamment des migrants d'ex-Yougoslavie et de Turquie

installés en Allemagne, en Autriche, en Belgique et au Luxembourg. D'autres groupes de migrants et groupes minoritaires interrogés présentaient, en revanche, des taux de victimisation extrêmement élevés liés à des agressions ou menaces, signe de l'existence de facteurs spécifiques de vulnérabilité et de risque. Parmi les groupes et pays interrogés, les populations immigrées subissant un nombre d'agressions et de menaces sensiblement supérieur à celui du reste de la population étaient notamment les suivantes: les Somaliens au Danemark et en Finlande; les personnes originaires d'Afrique du Nord en Belgique, en Espagne, en France et en Italie; et les personnes originaires d'Afrique subsaharienne en Irlande. D'autres groupes d'immigrés ont signalé un nombre d'incidents impliquant des agressions ou des menaces nettement supérieur à celui signalé par la population générale, ce qui laisse supposer que certains sous-groupes au sein des minorités sont particulièrement vulnérables aux agressions et aux menaces.

43. L'enquête a également révélé que certains groupes de migrants avaient fait l'objet d'agressions ou de menaces accompagnées d'un harcèlement grave et d'agressions ou de menaces à caractère racial. Par exemple, 70 % des victimes d'agressions ou de menaces originaires d'Afrique subsaharienne estimaient qu'elles avaient été visées en raison de leur appartenance à une population immigrée ou à une minorité ethnique.

44. Entre 57 % et 74 % des agressions ou menaces subies par des migrants n'ont pas été signalées à la police. Un pourcentage encore plus élevé (entre 56 % et 92 %) de personnes estimant avoir été victimes d'infractions contre la personne (agression, menace et harcèlement grave) à caractère racial n'ont pas signalé ces incidents à la police. Ces chiffres confirment l'hypothèse selon laquelle les statistiques de la police et de la justice pénale sur les actes signalés de violence à l'encontre des migrants ne représentent que "la partie émergée de l'iceberg", un grand nombre d'actes de violence n'étant pas portés à l'attention de la police. La principale raison évoquée par les personnes interrogées quant à la non-déclaration de leur expérience en tant que victimes était qu'elles pensaient que la police ne pourrait rien faire.

45. Comme l'ont indiqué les migrants et les minorités lors de l'enquête, le taux élevé de non-déclaration à la police est lié au manque de confiance dans la police. Il convient de préciser à cet égard que de nombreux migrants ont déclaré avoir été interpellés par la police bien plus souvent que les membres de la population générale. Par exemple, en Espagne, 42 % des personnes d'origine nord-africaine interrogées avaient été interpellées par la police au cours des 12 mois précédant l'enquête, contre 12 % chez les Espagnols. En France, ces pourcentages s'élevaient à 42 % chez les personnes d'origine nord-africaine et 22 % chez les Français, respectivement. En outre, 32 % de personnes d'origine nord-africaine et 20 % de personnes originaires d'Afrique subsaharienne ont indiqué que les policiers leur avaient manqué de respect lors de l'interpellation.

46. À l'exception des pays européens, peu de pays ont réalisé des enquêtes de victimisation axées en particulier sur les migrants. En Australie et au Canada, des données issues des enquêtes de victimisation¹⁴ indiquent que les migrants ne présentent pas un taux de victimisation plus élevé. Par exemple, en Australie, le taux d'agression physique à l'encontre des migrants (2 %) est considérablement inférieur

¹⁴ Australian Bureau of Statistics, *Crime Victimization, Australia* (Sydney, 2011), et Statistique Canada, *Enquête sociale générale – Victimization* (Ottawa, 2010).

au taux d'agression physique à l'encontre des personnes nées dans le pays (3,3 %). De même, selon une enquête réalisée récemment au Canada, les immigrés sont moins concernés par un certain nombre d'infractions que les personnes non immigrées, notamment par les agressions physiques (1,6 % d'immigrés contre 3,9 % de ressortissants canadiens) et les agressions sexuelles (0,6 % contre 1,6 %, respectivement). Il convient toutefois de noter que ces enquêtes ne portaient pas spécifiquement sur les minorités ou les migrants et qu'il se peut donc qu'elles n'aient pas tenu compte des expériences des migrants les plus marginalisés, qui sont souvent en situation irrégulière et plus susceptibles de présenter un taux de victimisation élevé.

47. En ce qui concerne les autres régions du monde, on ne dispose généralement pas de données représentatives sur la criminalité et la violence à l'encontre des migrants issues d'enquêtes par sondage. Des rapports descriptifs contenant des données empiriques indiquent que les actes de violence et les violations des droits de l'homme visant des groupes spécifiques de migrants sont monnaie courante, mais les statistiques ne portent généralement que sur certaines populations et leurs conditions locales. Les données sur les migrants qui n'ont pas le statut juridique de résident ou sur ceux qui n'ont pas de lieu de résidence stable et bien défini font encore plus défaut. Toutefois, on observe de façon récurrente que ces groupes de migrants particulièrement vulnérables doivent souvent faire face à des niveaux de criminalité et de violence élevés.

48. Les rares données dont on dispose indiquent que les communautés de migrants sont souvent particulièrement vulnérables à la criminalité. Il est nécessaire d'ajuster la collecte de données, provenant à la fois de la police et des enquêtes de victimisation, pour obtenir des chiffres plus précis et complets sur les communautés de migrants. En particulier, les enquêtes par sondage sur les niveaux et tendances de la violence dirigée contre les migrants et les minorités constituent un outil important pour guider la prise de décisions factuelles visant à réduire la vulnérabilité de ces populations face à la criminalité et la violence.

VII. Efforts déployés pour améliorer les données

49. Les données relatives à la criminalité se sont assurément améliorées au cours des dernières décennies, mais pas autant que les données dans d'autres domaines statistiques (tels que l'emploi, la pauvreté, l'éducation et la santé) en termes de portée et de qualité aux niveaux national et international. Bien qu'il existe une demande croissante de statistiques sur la criminalité complexe, notamment la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment d'argent, les organismes nationaux ont toujours des difficultés à produire en temps voulu des données précises sur les formes traditionnelles de criminalité. Les données communiquées à la communauté internationale présentent donc souvent des lacunes en termes de disponibilité et de comparabilité. Afin d'examiner certaines difficultés existantes et de recenser les moyens d'y remédier, la Commission de statistique s'est penchée sur le sujet des statistiques de la criminalité à sa quarante-troisième session, tenue à New York du 28 février au 2 mars 2012. Il s'agit là d'une étape essentielle qui souligne l'importance d'améliorer la qualité et la disponibilité des données sur la criminalité.

50. Pour produire davantage de données sur la criminalité et la justice pénale et en améliorer la qualité, les étapes suivantes sont nécessaires:

- a) Renforcement des capacités des autorités nationales à produire des statistiques;
- b) Renforcement des mécanismes de coordination à l'échelle nationale;
- c) Amélioration du processus de communication de données nationales à l'UNODC;
- d) Définition de stratégies pour assurer la qualité des données;
- e) Amélioration de la comparabilité sur le plan international.

51. Le renforcement des capacités des autorités nationales à produire des chiffres statistiques sur la criminalité est une priorité de l'UNODC et une aide a été apportée aux États Membres pour développer leurs statistiques sur la criminalité et la justice pénale et mettre en place des enquêtes auprès des ménages sur la criminalité et la corruption. À cet égard, le centre d'excellence sur les statistiques relatives à la gouvernance, aux victimes de la criminalité ainsi qu'à la sécurité publique et la justice récemment créé offrira des ressources supplémentaires nécessaires. Situé à Mexico, ce centre est le fruit d'une initiative conjointe de l'UNODC et de l'Institut national de statistiques, de géographie et des sciences de l'information d'informatique (INEGI) du Mexique. En collaboration avec d'autres organisations internationales et régionales, il encourage le recours aux compétences techniques spécialisées, fournit des ressources pour développer les capacités institutionnelles de production de statistiques, aide les pays à mettre en place des enquêtes de victimisation et propose une formation et une assistance technique.

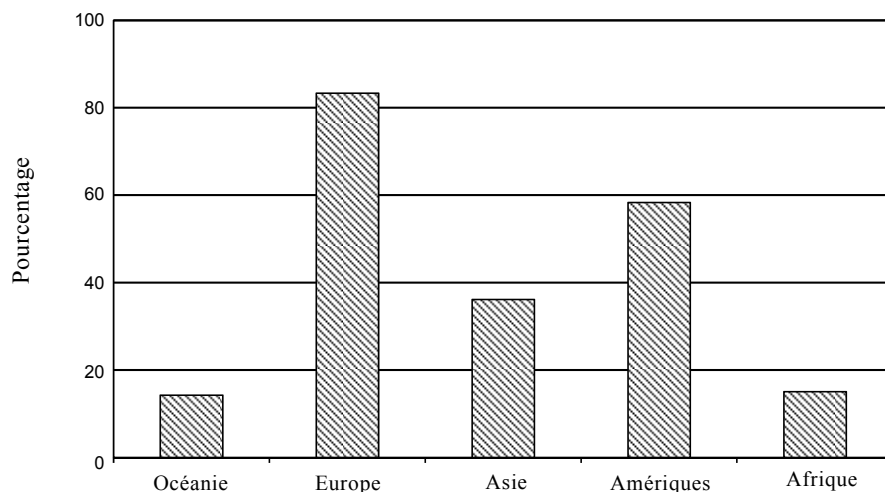
52. Le renforcement des mécanismes de coordination à l'échelle nationale est une étape capitale du processus d'amélioration des statistiques sur la criminalité. Plusieurs organismes produisent des données sur la criminalité et les systèmes de justice pénale (police, services de poursuite, tribunaux, administration pénitentiaire, bureaux de statistique nationaux et services de santé). L'élaboration de normes méthodologiques communes et le renforcement des systèmes de communication de données sont donc des outils importants pour améliorer la disponibilité et la cohérence des données relatives à la criminalité.

53. La disponibilité de données au niveau international est primordiale pour comprendre les tendances régionales et mondiales et constitue un outil essentiel pour les États, car elle leur permet de comparer leurs expériences en ce qui concerne les tendances de la criminalité et le fonctionnement de la justice pénale. En outre, le processus à long terme de normalisation des données à l'échelle internationale fournit aux États des orientations sur l'amélioration de la pertinence et de la fiabilité des données nationales. Parmi les mécanismes de collecte de données gérées par l'UNODC, l'Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale est le principal outil de collecte de données sur la criminalité au niveau international. Le taux de réponse des pays est demeuré relativement constant ces dernières années (environ 45 %), bien que les tendances varient considérablement d'une région à l'autre (voir fig. 24).

Figure 24

Pays ayant répondu à l'Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale, par région (2010)

(Pourcentage)

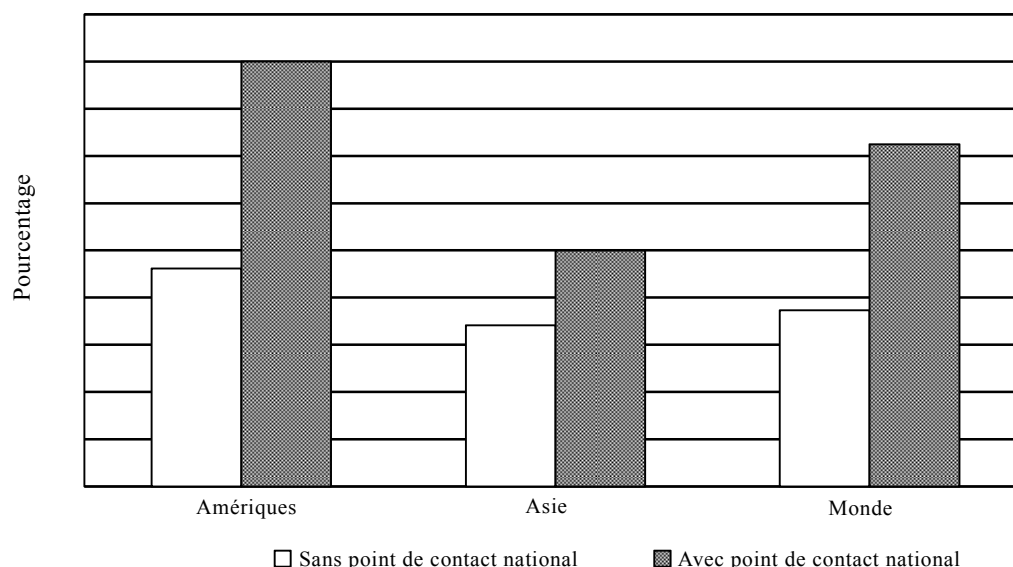


54. En vue de rationaliser le processus de collecte de données dans le cadre de l'Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale, l'UNODC encourage chaque État Membre à désigner un point de contact national pour aider à remplir le questionnaire et le renvoyer. Comme l'indique la figure 25, la désignation de points de contact nationaux s'est révélée être un moyen efficace d'accroître le taux de réponse des pays et devrait être encouragée. De plus, des partenariats sont en passe d'être créés avec des organisations régionales, comme l'Organisation des États américains et Eurostat afin d'appuyer le processus de collecte.

Figure 25

Part de pays ayant répondu à l'Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale, avec ou sans point de contact national, dans certaines régions (2010)

(Pourcentage)



55. L'objectif ultime des statistiques est de produire des analyses reposant sur des données probantes. En 2011, l'UNODC a publié une étude sur les homicides dans le monde, qui a permis de mieux comprendre l'ampleur des homicides et les tendances en la matière aux niveaux mondial, régional, national et sous-national. Une autre étude relative à l'impact de la crise économique sur la criminalité s'intéresse au lien complexe qui existe entre la récession économique et les niveaux de criminalité. Lorsque des données sont utilisées et diffusées à des fins d'analyse, leur exactitude est soigneusement examinée par un large éventail d'utilisateurs. Il est essentiel d'obtenir des retours d'informations sur leur pertinence pour améliorer la qualité et la disponibilité des statistiques.

56. Des efforts soutenus sont nécessaires, non seulement pour fournir des chiffres destinés aux tableaux statistiques, mais aussi pour garantir la validité et la fiabilité de ces chiffres. Afin d'accroître la transparence des procédures de traitement des données mises en place par l'UNODC, un processus visant à élaborer un cadre de référence sur la qualité des données a été mis en place. Le traitement des données statistiques comprend un certain nombre d'étapes qui garantissent que les données fournies par les pays sont exactes et répondent aux normes internationales (par exemple, en termes de concepts et de définitions). Plusieurs organisations internationales, telles l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Eurostat et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, ainsi qu'un nombre croissant de bureaux de statistique nationaux, ont mis au point des cadres de référence sur la qualité, qui visent à établir des règles et des procédures communes pour garantir la qualité à chaque étape du processus. Des procédures

claires et transparentes pour le traitement des données serviront les intérêts des pays et des autres utilisateurs des statistiques de l'UNODC.

57. La comparabilité sur le plan international est un aspect important de la production de données régionales et internationales fiables. C'est aussi une condition fondamentale pour les pays qui souhaitent placer leurs expériences dans un contexte plus large. Le degré de comparabilité au niveau international est suffisamment élevé pour certaines infractions (comme l'homicide volontaire), tandis qu'il est faible pour d'autres¹⁵.

58. Les données nationales ne sont souvent pas conformes aux normes internationales en raison de la diversité des définitions juridiques nationales et des méthodes de comptage et d'établissement des rapports. Des progrès dans ce domaine seront réalisés à long terme; les travaux récemment menés par la Conférence des statisticiens européens en vue de mettre en place une classification-cadre internationale de la criminalité sont un premier pas dans cette direction. À sa réunion tenue à Genève les 2 et 3 novembre 2011, le Bureau de la Conférence a décidé que les principes et le cadre d'une classification internationale de la criminalité à des fins statistiques, qui avaient été élaborés par une équipe spéciale composée de membres de la Conférence, avec l'appui de l'UNODC et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, seraient envoyés pour consultation à tous les membres de la Conférence en vue d'être soumis pour adoption à la session plénière de la Conférence, qui se tiendra à Genève du 6 au 8 juin 2012.

VIII. Conclusions et recommandations

A. Conclusions

59. Les tendances récentes en matière de criminalité dans le monde et dans les différentes régions du monde se sont diversifiées. Ces dernières années, d'une manière générale, les taux d'homicide, de vol qualifié, de vol avec effraction et de vol de véhicules à moteur ont diminué en Asie, en Europe et en Amérique du Nord, alors qu'ils ont augmenté en Amérique centrale et dans les Caraïbes. En Amérique du Sud, les tendances varient selon le type d'infraction. Les tendances récentes en matière de criminalité en Afrique et en Océanie ne peuvent être évaluées en raison de l'absence de données.

60. L'analyse des tendances de certaines formes de criminalité dans diverses régions indique qu'il existe plusieurs facteurs déterminants, comme le niveau de développement économique et social, la capacité de l'État à faire respecter l'état de droit, la présence de groupes criminels organisés, l'utilisation d'armes à feu et le degré d'égalité entre les sexes. Ces facteurs peuvent interagir de différentes manières aux niveaux national et local, mais ils ont une incidence importante sur les actes violents, en particulier les homicides. Il est prouvé que les tendances

¹⁵ L'exemple des données relatives aux agressions est éloquent: les écarts importants qui existent entre les taux d'agression communiqués par des pays européens (compte tenu des différentes définitions et pratiques de traitement) empêchent de réaliser une analyse régionale ou comparative de cette infraction grave.

économiques sont étroitement liées aux infractions contre les biens, dont les niveaux peuvent augmenter en période de tension économique.

61. L'efficacité des systèmes de justice pénale varie selon les régions, ainsi que selon les formes et les niveaux de criminalité. Plus particulièrement, les taux de condamnation et les tendances en matière de détention varient considérablement, notamment en raison des différents contextes criminels auxquels doivent faire face les systèmes de justice pénale. La part de personnes en détention provisoire et les indicateurs de la surpopulation carcérale reflètent les questions préoccupantes dans le domaine de l'administration de la justice.

62. Pour analyser de manière plus approfondie la situation en matière de criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale, il faut disposer de données de meilleure qualité aux niveaux national et international. Conformément à son mandat, l'UNODC continue de renforcer les normes statistiques relatives à la criminalité, d'améliorer les mécanismes de collecte et de diffusion de données sur la criminalité, d'élaborer des produits analytiques pour mieux connaître les tendances régionales et mondiales de certains types de criminalité et d'appuyer les efforts des pays pour renforcer leur capacité à produire et à utiliser des données statistiques conformément aux normes de qualité internationales.

B. Recommandations

63. Il est recommandé que la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale:

a) Encourage les États Membres à continuer de participer à la collecte annuelle de données sur la criminalité menée par l'UNODC (Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale) et encourage les États qui ne l'ont pas encore fait à désigner un point de contact national pour rationaliser les activités liées à l'enquête;

b) Encourage l'UNODC, dans la limite des ressources disponibles, à continuer de fournir régulièrement à la communauté internationale des analyses sur la criminalité reposant sur des données probantes en ayant recours à des informations statistiques de grande qualité dans le cadre d'un processus transparent et consultatif;

c) Intensifie la collaboration avec la Commission de statistique en vue de renforcer la capacité des États à produire des statistiques sur la criminalité et d'accroître encore la qualité et la disponibilité des statistiques sur la criminalité diffusées à l'échelle internationale;

d) Salue la création du centre d'excellence sur les statistiques relatives à la gouvernance, aux victimes de la criminalité ainsi qu'à la sécurité publique et la justice, qui appuiera utilement les efforts déployés par les États Membres pour améliorer la qualité et la disponibilité des statistiques sur la criminalité.